

NOTE

# POUR LE PASTORALISME CONTRE LA FAIM

NOVEMBRE 2024





# SOMMAIRE

<b>ACCRONYMES</b>	<b>03</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>04</b>
<b>01/ CONTEXTE ET ENJEUX DU PASTORALISME EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE</b>	<b>05</b>
<b>02/ POLITIQUES REGIONALES ET NATIONALES EN SOUTIEN AU PASTORALISME</b>	<b>15</b>
<b>03/ NOTRE STRATÉGIE POUR SOUTENIR LES COMMUNAUTÉS PASTORALES</b>	<b>20</b>
<b>PARTENAIRES</b>	<b>25</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>28</b>

Photo de couverture et photos 01/, 02/, 03/ : © Xavier Bourgeois / Mauritanie, 2024

Contacts : Fanta Touré Diop [ftoure@wa.acfspain.org](mailto:ftoure@wa.acfspain.org), Erwann Fillol [erfillol@wa.acfspain.org](mailto:erfillol@wa.acfspain.org), Chérif Assane Diallo [cadiallo@wa.acfspain.org](mailto:cadiallo@wa.acfspain.org), Joaquin Cadario [jcadario@accioncontraelhambre.org](mailto:jcadario@accioncontraelhambre.org)



# ACRONYMES

<b>ACF</b>	Action contre la Faim	<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies (United Nations)
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement	<b>OXFAM</b>	Oxford Committee for Famine Relief
<b>AECID</b>	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo	<b>PANORAMA</b>	A specific initiative or project name (context-specific, often used in development reports)
<b>APESS</b>	Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane	<b>PDSEAMR</b>	Programme de Développement des Systèmes d'Élevage et de l'Agriculture Modernisée en zone Rurale
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement	<b>PRAPS</b>	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement	<b>RBM</b>	Réseau Billital Marobé
<b>BHA</b>	Bureau for Humanitarian Assistance	<b>RIMDIR</b>	Regional Initiative for the Improvement of Pastoralist Information and Data Resources
<b>CARE</b>	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere	<b>RIMFIL</b>	Regional Initiative for the Improvement of Pastoral Livelihoods
<b>CILSS</b>	Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel	<b>RIMRAP</b>	Regional Initiative for the Monitoring of Risk and Agricultural Production
<b>CIRAD</b>	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement	<b>SDG</b>	Sustainable Development Goals
<b>DDC</b>	Direction du Développement et de la Coopération Suisse	<b>UNHCR</b>	United Nations High Commissioner for Refugees
<b>DFID</b>	Department for International Development (UK)	<b>UNICEF</b>	United Nations International Children's Emergency Fund
<b>ECOWAS</b>	Economic Community of West African States	<b>USAID</b>	United States Agency for International Development
<b>EU</b>	European Union	<b>VSF</b>	Vétérinaires Sans Frontières
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization		
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole		
<b>GRET</b>	Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques		
<b>HEKS EPER</b>	Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz / Entraide Protestante Suisse		
<b>ICRC</b>	International Committee of the Red Cross		
<b>IOM</b>	International Organization for Migration		
<b>IRC</b>	International Rescue Committee		
<b>OCHA</b>	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs		
<b>OIE</b>	Organisation Internationale de la Santé Animale (World Organisation for Animal Health)		
<b>OMVS</b>	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal		
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale (Non-Governmental Organization)		



# INTRODUCTION

Le pastoralisme joue un rôle fondamental dans les régions arides et semi-arides d'Afrique de l'Ouest. Reposant sur la mobilité des troupeaux, ce système permet de soutenir les moyens d'existence de millions de personnes tout en contribuant de manière significative à la sécurité alimentaire et à la préservation de la biodiversité.

Cependant, le pastoralisme fait face à de nombreux défis qui menacent sa viabilité. Le changement climatique, la dégradation des terres et les conflits socio-politiques exacerbent les difficultés rencontrées par les pasteurs. Ces problèmes nécessitent des interventions concertées et des politiques robustes pour protéger et promouvoir ce mode de vie essentiel.

C'est dans ce contexte qu'Action contre la Faim (ACF) intervient, en mettant en œuvre des projets visant à renforcer la résilience des communautés pastorales. ACF se concentre sur des initiatives stratégiques telles que l'amélioration de l'accès à l'eau et aux pâturages, la promotion de pratiques de pâturage durables, le soutien aux mécanismes de résolution des conflits et la mise en place d'un dispositif régional d'information sur le pastoralisme. Ces actions sont cruciales pour maintenir la sécurité alimentaire et protéger les moyens d'existence des pasteurs.

En outre, ACF collabore étroitement avec des acteurs régionaux, notamment le Réseau Billital Maroobé (RBM) et l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), ainsi que d'autres organisations pastorales et agropastorales de la région. Ces partenariats sont essentiels pour une approche intégrée et adaptée aux réalités locales. RBM et APESS jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des projets, en fournissant des connaissances locales, en facilitant le dialogue entre les communautés et en soutenant la gestion durable des ressources.

La présente note vise à souligner l'importance économique, socio-culturelle et environnementale du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et du Centre, à identifier les principaux défis auxquels il est confronté et à recommander des mesures pour soutenir et renforcer ce système vital.

En adoptant une approche globale et intégrée, et en renforçant la collaboration avec les partenaires locaux intervenant dans ce secteur, il est possible de garantir la durabilité et la résilience du pastoralisme, assurant ainsi sa pérennité pour les générations futures.

**01/**

**CONTEXTE  
ET ENJEUX DU  
PASTORALISME  
EN AFRIQUE  
DE L'OUEST  
ET DU CENTRE**





## 1. CONTEXTE

### LE PASTORALISME : UN SYSTÈME D'ÉLEVAGE CARACTÉRISÉ PAR SA MOBILITÉ

Le pastoralisme est un mode d'élevage extensif fondé sur un savoir-faire séculaire et un ensemble de pratiques, telles que la mobilité pastorale, l'association de différents cheptels et l'utilisation des ressources fourragères naturelles (ACF, 2024).

Les zones pastorales représentent plus de 38 % du territoire des pays de l'ouest du Sahel (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Burkina Faso), et jusqu'à 78 % de ces territoires si l'on intègre les écosystèmes sahariens (Bonnet, 2013). La pluviométrie annuelle, inférieure à 400 mm et fortement aléatoire, rend l'agriculture pluviale incertaine, et le pastoralisme reste le mode de mise en valeur principal de ces zones. Pour la région ouest-africaine, la FAO recensait en 2018 environ 73 millions de bovins, 4,6 millions de chameaux, 110 millions d'ovins et 157 millions de caprins, soit un total de 267 millions de petits ruminants. Le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) estime que l'élevage fait vivre plus de 20 millions de personnes, dont 75 % transhument chaque année à la recherche de pâturages et d'eau pour leurs troupeaux (Banque mondiale, 2020a). Ce mode de production présente l'avantage de valoriser des ressources fourragères de quantité et de qualité très irrégulières, grâce à la mobilité des troupeaux (Bonnet, 2013). Cette mobilité permet également de réagir rapidement à des facteurs de vulnérabilité non directement liés au climat, tels que les conflits, les maladies ou l'accès aux marchés (ACF, 2024). En région sahélienne, les transhumances annuelles sont souvent très longues, en moyenne de 230 jours, contre environ 150 jours lorsqu'elles descendent vers les pays côtiers (Jacquemot, 2023).

**20 millions**

DE PERSONNES  
VIVENT DE L'ÉLEVAGE  
AU SAHEL

**75 %**

TRANSHUMENT  
CHAQUE ANNÉE,  
A LA RECHERCHE  
DE PÂTURAGES  
ET D'EAU POUR LEURS  
TROUPEAUX



## UN SYSTÈME DE PRODUCTION DURABLE ET RÉILIENT

En valorisant les ressources disponibles dans les écosystèmes arides et semi-arides, le pastoralisme est reconnu comme un système de production efficace sur le plan écologique, économique et alimentaire (Hesse et Catley, 2023). Ce mode d'élevage joue un rôle crucial dans la préservation des écosystèmes et la conservation de la biodiversité.

La consommation des pâturages par le bétail permet notamment d'éviter les feux de forêt, de lutter contre les espèces invasives et de promouvoir la fertilité des sols (Hesse et Catley, 2023). La considération croissante de la valeur économique des pâturages conduit à une gestion des parcours et des espaces écologiques et politiques, en accord avec les systèmes d'élevage pastoraux extensifs qui sont les seuls capables de gérer efficacement des étendues aussi vastes. À titre de comparaison, les élevages transhumants présentent une productivité supérieure, tant pour la production laitière que pour la fécondité et la croissance des animaux, par rapport à des élevages sédentaires (Bonnet, 2013).

Grâce à son caractère extensif, mobile et nécessitant peu d'intrants (FAO, 2021), **le pastoralisme se positionne comme un système de production respectueux de l'environnement, résilient face aux changements climatiques (Jacquemot, 2023) et valorisant durablement les ressources naturelles.**

Ce système d'élevage revêt une importance économique majeure au Sahel, notamment en tant que créateur d'emplois. Il fournit des revenus à des millions de ménages, renforçant ainsi la résilience économique des communautés pastorales (FAO, 2021). L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (Eloit, 2018) souligne l'importance de préserver ce mode de production en raison de son adaptabilité et de son potentiel pour l'avenir des jeunes de ces régions. La valeur économique du pastoralisme en Afrique est estimée à 1 300 milliards de USD, ce qui équivaut à

30 % du produit intérieur brut (PIB) du continent. Dans certains pays, le secteur de l'élevage représente jusqu'à 80 % du PIB agricole, notamment au Burkina Faso (Grünewald, 2023) ainsi qu'au Tchad, au Cameroun et en République Centrafricaine (ACF, 2024).

**« En plus de nourrir les humains, l'élevage pastoral fournit un revenu de subsistance à des populations qui ne pourraient survivre autrement dans ces régions. »**

– APESS 2024

Le pastoralisme joue ainsi un rôle essentiel dans l'approvisionnement en produits animaux des marchés des villes sahéniennes et des grandes métropoles de la côte du golfe de Guinée (ACF, 2024). En Afrique de l'Ouest, il contribue à hauteur de 60 % de l'offre en viande et en produits laitiers consommés dans la région (Bonnet, 2013). Le lait de vache constitue une source importante de revenus pour le secteur de l'élevage dans les pays sahéniens. La filière laitière génère également de nombreux emplois et revenus, profitant à l'ensemble de la chaîne de production : éleveurs, employés des laiteries, collecteurs de lait cru, vendeurs de produits laitiers, ainsi que fournisseurs d'intrants et de services (Banque mondiale, 2020a). Le pastoralisme permet également aux femmes d'accéder à des revenus grâce à la vente de lait cru ou transformé, contribuant ainsi à leur autonomisation économique (Hesse et Catley, 2023).

**« Si le ventre a de quoi manger, c'est que les pieds ont bougé. »**

– Adage lari



## PATRIMOINE CULTUREL ET IDENTITÉ PASTORALE

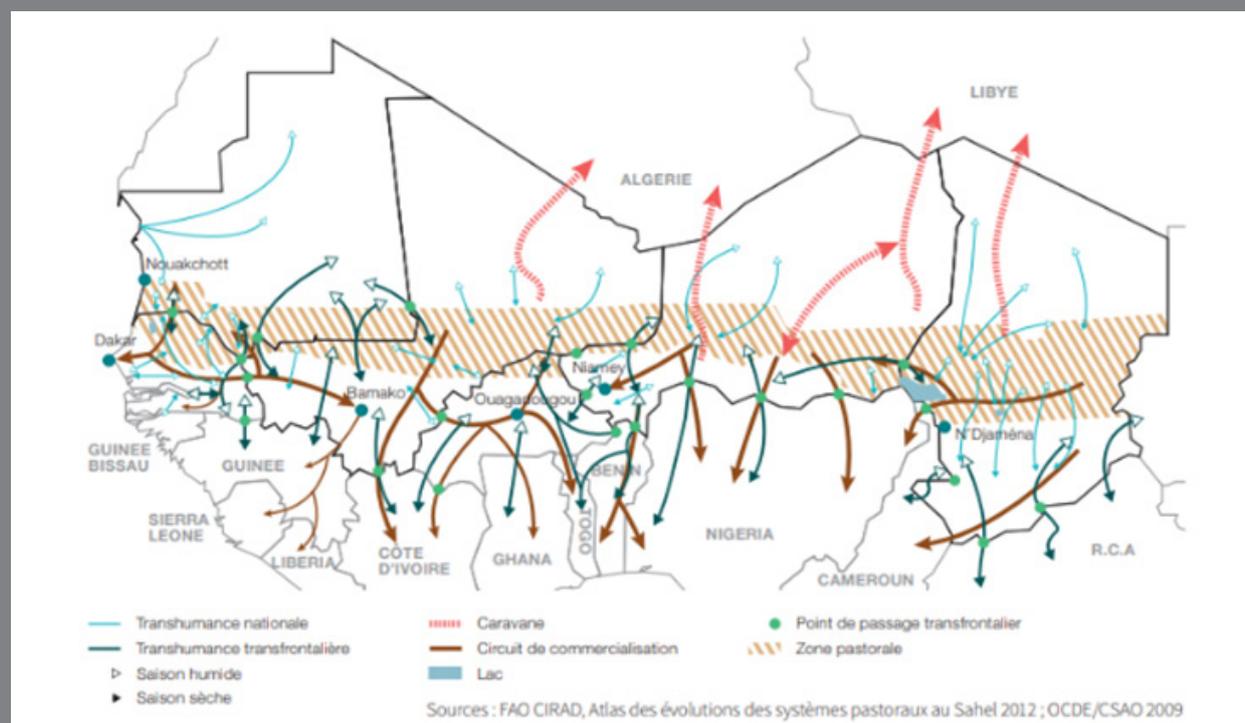
L'élevage transcende sa simple fonction de production et représente un pilier fondamental de l'identité culturelle de certaines communautés (Hesse et Catley, 2023). Les sociétés pastorales, en particulier, célèbrent leur mode de vie et leur héritage distinct, revendiquant avec force le droit de préserver leurs traditions ancestrales. Elles insistent sur la nécessité de reconnaître le pastoralisme comme un patrimoine culturel d'une richesse inestimable.

Dans l'espace sahélien, quelque 50 millions d'individus appartiennent à des sociétés lignagères et des chefferies pastorales, où les valeurs sociales et culturelles demeurent profondément enracinées. Pour des communautés telles que les Touaregs, les Maures, les Sahraouis, les Toubous, les Baggaras et les Peuls, le pastoralisme représente le fondement même de leur identité collective. Les Peuls, par exemple, comptent environ 40 millions de membres répartis dans une quinzaine de pays, dont 15 millions pratiquent la transhumance, ce qui en fait l'un des plus grands groupes nomades de la planète (Hesse et Catley, 2023). Au-delà de son aspect économique ou assurantiel, le pastoralisme joue un rôle crucial en tant que marqueur social et culturel pour ces communautés. Comme le disent les Peuls du Sahel, « *La vache, c'est notre sécurité* ».

À l'échelle du foyer, chaque individu assume des rôles spécifiques en fonction de ses compétences et de son genre (Stites, 2024). Alors que les hommes s'occupent de la transhumance, les femmes jouent un rôle essentiel en prenant des responsabilités décisives au sein du foyer et dans le système de production. En plus d'apporter un soutien familial et financier, elles sont un appui important à la gestion interne du troupeau et transmettent leur expérience et leur savoir-faire, endossant des rôles unificateurs, de négociatrices et d'influenceuses dans leur communauté.

En matière de questions pastorales, l'homme prend généralement en compte l'avis de la femme avant de prendre une décision. Par ailleurs, les femmes des communautés pastorales tendent à atteindre une indépendance financière en valorisant les sous-produits de l'élevage, ce qui favorise la création de filières et de chaînes de valeur (RBM, 2024). Les plus anciens se consacrent aux travaux agricoles et à la transformation, tandis que les jeunes sont souvent chargés de la gestion et de la conduite des troupeaux.

CARTE 1 : Transhumance et nomadisme au Sahel



## 2. LES ENJEUX DU PASTORALISME EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Le pastoralisme au Sahel est confronté à une série de défis complexes et interdépendants qui menacent sa viabilité ainsi que le bien-être des communautés pastorales qui en dépendent. Alors qu'il joue un rôle économique et culturel prépondérant, le pastoralisme demeure encore trop négligé par les politiques publiques, celles-ci favorisant souvent des systèmes d'élevage plus intensifs, amalgamant ainsi sédentarisation et modernisation (Jacquemot, 2023). Les efforts passés de développement ont souvent mal cerné les besoins des éleveurs, privilégiant la sédentarisation au détriment de la mobilité pastorale, pilier essentiel de leur mode de vie (Eloit, 2018).

La gestion défailante des terres pastorales et des ressources naturelles aggrave la situation, avec une fragmentation croissante des parcours, une pression démographique en augmentation et une urbanisation galopante. Les conflits fonciers et d'usage des terres sont monnaie courante, exacerbés par une législation souvent inadaptée et des intérêts divergents (Odhiambo, 2024).

« Malgré les appels au changement, à l'inclusion et à

*l'investissement, la situation dans la plupart des zones arides d'Afrique s'est détériorée et les perspectives de développement ont cédé la place aux crises humanitaires et sécuritaires. Le pastoralisme n'est plus une priorité pour les États actuels. La transhumance est devenue strictement interdite ces dernières années au niveau de certains pays d'accueil, situation consécutive à la pandémie de Covid-19 et à l'insécurité liées aux incursions et aux attaques de groupes armés de tout genre. » APESS 2024*

Les stratégies de privatisation et d'exclusivité des terres renforcent les risques de conflits en réduisant l'accès des pasteurs aux ressources et en favorisant l'exclusion. Parallèlement, les évolutions politiques et sécuritaires dans la région, telles que l'instabilité croissante et les conflits armés, compliquent encore davantage la situation, mettant les éleveurs dans une situation de vulnérabilité face aux tensions géopolitiques et aux exactions.

La rareté des ressources naturelles, notamment l'accès au pâturage et à l'eau (Pertaub, 2024), est amplifiée par les effets du changement climatique, ce qui entraîne une plus grande incertitude et instabilité dans la région.



## PASTORALISME FRAGILISÉ PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les périodes de sécheresse plus fréquentes et intenses mettent en péril la subsistance des éleveurs, engendrant des pertes de troupeaux. De plus, la prolongation des séjours sur une zone, dans le but d'éviter les conflits armés ou de différer les itinéraires de transhumance (ACF, 2024), exerce une pression supplémentaire sur les ressources et peut être déclencheur de conflits entre communautés agropastorales (Bonnet, 2013).

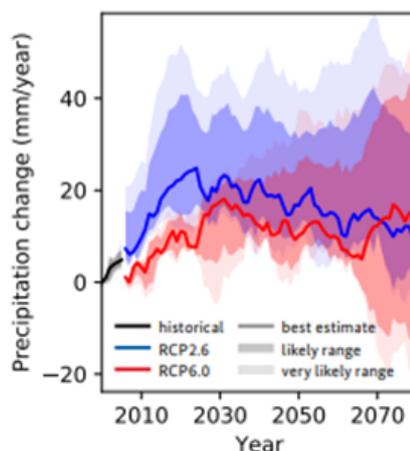
L'Afrique de l'Ouest et du Centre subit l'impact du changement climatique. Le Sahel deviendra progressivement plus chaud, avec certaines zones connaissant des précipitations accrues mais erratiques. Dans ce contexte, on s'attend à ce que les événements météorologiques extrêmes, y compris les sécheresses et les inondations, s'intensifient, principalement en raison du changement climatique dû aux activités humaines (Peruzzo et al., 2024).

Les projections futures de précipitations sont moins

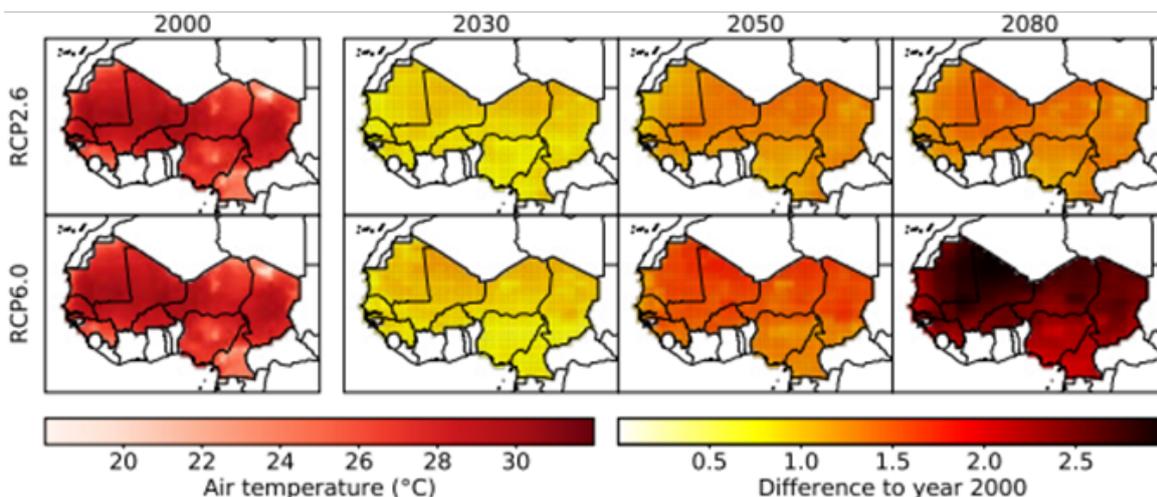
certaines que les projections de changement de température en raison de la forte variabilité naturelle d'une année à l'autre. Pour l'horizon 2030, il est probable que les précipitations annuelles augmentent en moyenne au Sahel jusqu'à +20 mm/an, mais avec des disparités locales. Une intensification des événements de fortes précipitations est également attendue dans de nombreuses parties du monde en raison de la capacité accrue d'une atmosphère plus chaude à retenir la vapeur d'eau. De même, le nombre de jours avec des événements de fortes précipitations devrait augmenter.

Les projections climatiques pour le Sahel soutiennent cette tendance, indiquant une augmentation globale du nombre de jours avec de fortes précipitations. Une réduction attendue de la durée de la saison des pluies à l'ouest est également prévue en raison d'un début retardé. Tous ces changements sur le régime des précipitations auront un impact direct sur la disponibilité et la qualité de l'eau, des ressources fourragères et, de manière plus générale, sur le mode de vie des communautés pastorales et agropastorales.

### PROJECTION DE LA MOYENNE ANNUELLE DES PRÉCIPITATIONS POUR LA REGION DU SAHEL POUR DIFFERENTS SCENARIOS D'EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, PAR RAPPORT À L'ANNEE 2000



### PROJECTIONS REGIONALES DE TEMPERATURE DE L'AIR POUR LE SAHEL POUR DIFFERENTS SCENARIOS D'EMISSIONS DE GES, PAR RAPPORT À L'ANNEE 2000





## POTENTIEL DU PASTORALISME POUR L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'équilibre des écosystèmes du Sahel repose aussi sur l'action des herbivores, qu'ils soient sauvages ou domestiques. La gestion pastorale du bétail joue un rôle essentiel dans la protection de la biodiversité et le maintien des parcours ouverts et interconnectés. Le pâturage et la gestion des troupeaux jouent un rôle important dans les services écosystémiques, la fertilité des sols, la distribution et la diversité des espèces végétales, ainsi que dans les conditions optimales pour la séquestration du carbone dans les sols et la prévention et la lutte contre les incendies. Certains sols de pâturages peuvent retenir du carbone plus efficacement que les sols forestiers. Selon certaines estimations, l'amélioration de la gestion des pâturages sur les cinq milliards d'hectares de prairies dans le monde pourrait séquestrer environ 409 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par an, ce qui correspond à environ 9,8 % des émissions annuelles de carbone d'origine anthropique (Mcgahey et al., 2014).

Les prairies stockent environ 34 % des réserves terrestres de CO<sub>2</sub> dans le monde entier, mais il est estimé qu'entre 18 et 28 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> ont été libérées par les sols des zones arides en raison de la désertification. Selon les estimations, cette désertification due au surpâturage (dans les systèmes d'élevage sédentaires) émet un équivalent de 100 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an. De plus, dans les prairies, et particulièrement dans celles des régions arides, la majorité du carbone est stockée dans le sol. On estime que 70 % du carbone séquestré pourrait être rejeté par l'exploitation agricole (Mcgahey et al., 2014).

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : SOURCE DE CONFLIT ET MENACE POUR LA TRANSHUMANANCE

Les répercussions du changement climatique en Afrique de l'Ouest et du Centre risquent d'être considérables. Le dérèglement du régime des précipitations et l'augmentation des températures compromettent les rendements agricoles et la régénération des pâturages, avec un impact considérable sur la sécurité alimentaire des populations. Dans des situations extrêmes, la dégradation des systèmes alimentaires locaux et des moyens d'existence, qui dépendent d'un climat stable, conduit à la migration des populations (ONU, 2024).

L'épuisement des ressources naturelles aggrave les tensions préexistantes, alimentant les conflits. Lorsque ces derniers éclatent, ils exacerbent la pauvreté, entraînent le déplacement de populations et exposent les personnes aux effets du changement climatique, créant un cycle

dangereux d'amplification (Grünewald, 2023).

Les éleveurs pastoraux du Sahel, dépendant largement des ressources naturelles (pâturages et eau) pour la survie de leurs troupeaux, subissent les conséquences du changement climatique. Combinées à l'insécurité, les restrictions croissantes sur les mouvements transfrontaliers et les changements de politiques agricoles, les modifications des conditions environnementales (changements dans les saisonnalités, fréquence accrue des sécheresses et des températures en hausse) ont profondément altéré les schémas géographiques et temporels de la transhumance. Les éleveurs pastoraux ont ainsi dû s'adapter pour maintenir une activité économique suffisante à travers l'exploitation de leurs troupeaux (OIM, 2023). Ces modifications peuvent être à l'origine de tensions et d'affrontements violents entre éleveurs et agriculteurs, qui ont tendance à devenir plus fréquents et d'une ampleur considérable (ECOWAS, 2018 ; Nnoko, 2018 ; Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 2021).

Une étude menée au Mali par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en 2021-2022 montre que les éleveurs transhumants peinent à conserver leurs itinéraires habituels dans un contexte de dégradation environnementale et de changement climatique.

**« Le changement du milieu [conditions environnementales] met tous nos objectifs en retard. Les dates de départ et d'arrivée ne sont pas du tout respectées, et même la destination est souvent changée dès la moitié du chemin, du fait de certaines informations mal interprétées ou mal comprises. »**

— Entretien de groupe des jeunes éleveurs, Djélébou (Stites, 2024)

Dans les zones d'accueil où les champs agricoles se sont étendus, l'espace devient insuffisant pour le bétail présent, entraînant une dégradation des zones et une surexploitation des pâturages et des ressources en eau. Les mouvements précoces et prolongés peuvent provoquer des tensions ou des conflits entre éleveurs, agriculteurs et autres communautés dépendant des mêmes ressources pour leur survie. Face aux difficultés croissantes pour prévoir et maintenir un itinéraire planifié, la pratique de la transhumance se complexifie forçant certains éleveurs à se sédentariser (Pesche et al., 2016).



**À part le climat et la dégradation des écosystèmes pastoraux, il y a d'autres facteurs qui menacent la pérennité du pastoralisme (Pesche et al., 2016) :**

### LA PRESSION DE L'EXTENSIFICATION AGRICOLE

La surpopulation et la dégradation de l'environnement conduisent à la rareté des ressources, laquelle, à son tour, entraîne une concurrence accrue dans l'usage des espaces ruraux et de leurs communs, principalement les terres de pâturage, les fourrages et les aires d'abreuvement, et finit par déclencher des conflits violents. L'augmentation de la population entraîne l'avancée de la frontière agricole au détriment des zones pastorales. Cependant, la croissance démographique n'est pas la seule responsable : les techniques de l'agriculture conventionnelle dégradent le sol au point qu'il devient improductif au bout de quelques années, obligeant les agriculteurs à exploiter de nouvelles terres, autrefois pâturages, déplaçant ainsi le bétail vers des zones marginales.

### LA PRIVATISATION DES COMMUNS

La marchandisation de l'accès aux ressources a davantage exposé les communautés des zones arides aux aléas du marché. Les résidus de récolte et l'accès aux installations d'approvisionnement en eau sont désormais payés en espèces plutôt qu'en troc, car les mécanismes de collaboration coutumiers ont été remplacés par ceux centrés sur le marché et l'argent. Autrefois, en Afrique de l'Ouest, la pâture et la cure salée (sol riche en minéraux et en oligoéléments) ne donnaient pas lieu à un droit individuel. Aujourd'hui, de plus en plus de points d'eau, de pâturages et de bourgoutières deviennent des biens obtenus dans le cadre d'un achat assorti de droits d'usage exclusifs. Avec les clôtures des exploitations de type ranching, apparaissent des espaces rendus inaccessibles aux éleveurs, ce qui les oblige à changer radicalement leurs parcours et leurs calendriers de déplacement. Les pasteurs sont alors placés dans une position marginale, parce qu'en dehors de leur « terroir d'attache », ils deviennent des ayants droit de second rang. Certains éleveurs nomades, se sentant menacés, acceptent des attributions de droits désavantageuses et cèdent une partie de leurs terres dans le but de sécuriser au moins une part de leurs ressources pour garantir leur survie (Jacquemot, 2023).

### L'INSÉCURITÉ LIÉE AUX CONFLITS

Les litiges et conflits entre éleveurs pour le contrôle des pâturages et des points d'eau sont devenus de plus en plus problématiques avec les conflits et les changements climatiques dans toutes les grandes zones humides, du fait de l'importance des passages des éleveurs allochtones. Ces pasteurs ne respectent pas les conventions pastorales et les us et coutumes liés à la gestion des ressources en eau et en pâturage dans de grands espaces de pâturage de saison sèche, et ils sont souvent porteurs d'armes qu'ils n'hésitent pas à utiliser pour accéder aux pâturages et à l'eau. Ainsi, sur fond de méconnaissance des chartes pastorales locales, les chefs de village et les responsables traditionnels ont de plus en plus de mal à réguler ces rapports (Grünewald, 2023). La primauté donnée à la sécurité s'est transformée en contrainte majeure pour la mobilité du bétail. La clé de la résilience pastorale, à savoir la capacité de se déplacer, a été retirée, ne laissant d'autre alternative que la conquête des pâturages par la force. Il faut alors s'allier aux groupes armés et payer une dime pour éviter le vol du bétail, les violences sur les individus et les vols. Des études confirment les effets dévastateurs du terrorisme sur la production animale : il réduit la taille du troupeau de bovins au nord du Nigeria, incite à la diversification de l'élevage et pousse à la sédentarisation. À mesure que les risques augmentent, les parcours se raccourcissent, les marchés se disloquent, les soins vétérinaires disparaissent, et les pasteurs réduisent leur cheptel tout en modifiant sa composition, choisissant des animaux plus petits qui peuvent être gardés dans les villages (Jacquemot, 2023). Au Sahel, les insurrections armées depuis 2012 ont fait plus de 2 millions de déplacés internes et de réfugiés. Les forces armées sont déployées pour réaffirmer l'autorité de l'État, par le durcissement des frontières nationales, la restriction de la mobilité et des échanges transfrontaliers, et la promotion de la sédentarisation. Ces mesures constituent des menaces supplémentaires pour les moyens d'existence locaux, contribuant à renforcer le détachement du cadre institutionnel formel, en particulier parmi les jeunes générations. Un processus en déclenche un autre dans des cycles en spirale d'insécurité sociale et politique, dont les pasteurs peuvent être responsables, mais qui en sont certainement les principales victimes. Le Nigeria (Middle Belt), en proie à de nombreux conflits, et le Sahel central, vaste territoire déstabilisé par le conflit malien et la prolifération des groupes extrémistes, sont les deux foyers principaux à partir desquels se propagent les violences régionales. Les groupes armés liés aux pasteurs sont de plus en plus nombreux, en particulier dans les nouvelles zones de conflit telles que le nord du Burkina Faso, l'ouest du Niger, le sud-est du Tchad et le centre du Mali. Des éleveurs, nomades ou semi-nomades, ont fait le choix de rejoindre les « gens de la brousse » armés pour assurer la sécurité de leurs cheptels ou régler des différends. La crise du pastoralisme constitue un terreau dont profitent les groupes armés pour recruter, même si une infime minorité des éleveurs se laisse attirer. Ce terreau repose sur la défaillance d'un système de gouvernance structurellement inégalitaire et producteur d'injustices.



© Xavier Bourgeois / Mauritanie, 2024

## LES COULOIRS DE TRANSHUMANCE

Le pastoralisme joue un rôle crucial dans l'économie et la culture locale des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les couloirs de transhumance, qui permettent le déplacement saisonnier des troupeaux et la recherche de pâturages et d'eau, sont vitaux pour les communautés pastorales. Cependant, ces itinéraires sont souvent associés à l'insécurité et à la rareté des ressources (Prévoist, 2021).

Les communautés pastorales sont confrontées à une série de défis qui entravent leur mobilité. D'une part, l'accaparement progressif des terres et des ressources par les agriculteurs, les sociétés privées internationales et les autorités locales réduit leur espace vital. D'autre part, les pasteurs subissent des abus tels que les tracasseries administratives, les vols et les rackets, ce qui exacerbe leur vulnérabilité.

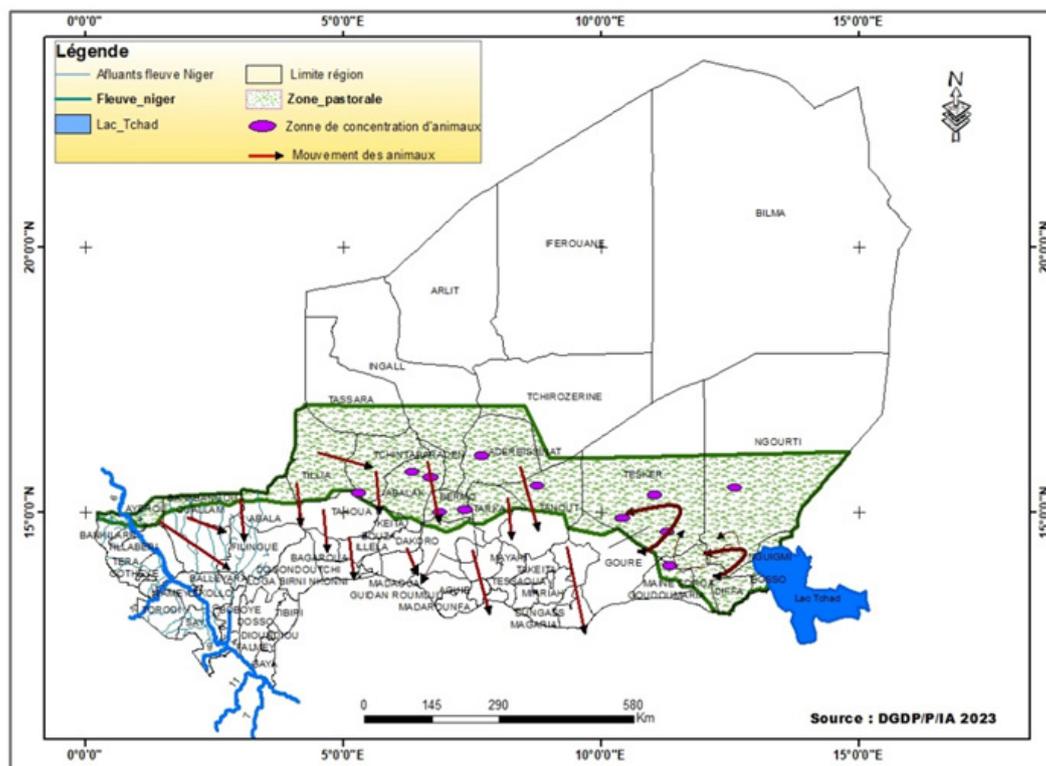
Les restrictions imposées à la transhumance par certains pays limitent leur liberté de mouvement. En outre, la pression croissante de l'agriculture et des activités minières dégrade les pâturages disponibles. La récurrence des déficits fourragers, l'insuffisance d'aménagements pour les pâturages, et l'occupation des espaces pastoraux par des cultures agropastorales aggravent encore leur situation.

La disponibilité des ressources en eau est variable, avec

des tensions accrues autour des points d'eau dans les régions où ces ressources sont insuffisantes. Par exemple, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les régions de l'Est, du Sahel et du Centre-Sud, ainsi que Gao, Mopti et Ségou, connaissent de fortes tensions dues à la concentration élevée de bétail et à la diminution des ressources en eau. Ces tensions peuvent souvent mener à des conflits violents entre les éleveurs, aggravés par des conditions de sécheresse et une mauvaise répartition des pluies.

Les mauvaises conditions des routes compliquent les défis liés au pastoralisme. Les régions frontalières, notamment entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, sont particulièrement touchées par l'insécurité, ce qui rend les déplacements risqués et entrave l'accès aux marchés pour la vente du bétail. Cette situation entraîne des pertes économiques pour les éleveurs et augmente la vulnérabilité des communautés pastorales.

Les vols de bétail sont fréquents et constituent une menace majeure pour les éleveurs. Au Niger, par exemple, des incidents tels que des enlèvements et des attaques de groupes armés sont signalés, mettant en danger la vie des éleveurs et la sécurité de leurs troupeaux. Les communes de Bankilaré et Diagourou, dans la région de Tillabéri, ont été particulièrement touchées. Ces actes de violence et de criminalité augmentent l'instabilité et limitent la mobilité des éleveurs, essentielle pour le pastoralisme.



## LE COULOIR DE LA BOUCLE DU NIGER

Traversant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ce couloir joue un rôle vital pour les éleveurs transhumants qui migrent entre les zones arides du Sahel et les régions plus fertiles au sud. Pendant la saison sèche, ces itinéraires permettent aux troupeaux d'accéder à des pâturages verdoyants et à des points d'eau essentiels, garantissant ainsi leur survie et leur productivité. Cependant, ce couloir n'est pas sans défis. La région est en proie à une insécurité croissante due à la présence de groupes armés et aux conflits intercommunautaires. Ces menaces rendent les déplacements risqués et entravent les activités pastorales. De plus, les tensions foncières entre les éleveurs nomades et les agriculteurs sédentaires se multiplient, exacerbées par la compétition pour les terres arables et les ressources en eau, menant souvent à des affrontements violents.

## LE COULOIR DU SAHEL OCCIDENTAL

Reliant le Sénégal, la Mauritanie et le Mali, ce couloir est principalement utilisé pour déplacer les troupeaux vers les zones plus humides du sud durant la saison sèche. Ce déplacement est crucial pour la survie des troupeaux, qui dépendent des ressources disponibles dans ces régions. Toutefois, les éleveurs doivent faire face à des conflits fréquents avec les agriculteurs sédentaires qui revendiquent les terres de pâturage. Ces disputes peuvent entraîner des barrages routiers, entravant la mobilité des troupeaux et aggravant les tensions entre les communautés. Par ailleurs, la rareté des points d'eau et des pâturages, exacerbée par des périodes de sécheresse prolongées, intensifie la compétition pour ces ressources limitées, créant ainsi un climat de tension et de conflit.

## LE COULOIR DE LA ZONES DES TROIS FRONTIERES

Englobant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ce couloir est un axe crucial pour les éleveurs de cette région à forte insécurité. Il permet aux troupeaux d'accéder à des zones de pâturage essentielles pour leur survie. Néanmoins, la région est témoin d'activités de groupes armés, de banditisme et de conflits intercommunautaires, et les éleveurs y sont exposés à des risques élevés de violence, y compris des vols de bétail qui compromettent gravement leurs moyens d'existence. Au-delà de leurs impacts directs sur les populations, ces exactions déstabilisent considérablement le pastoralisme dans cette zone, nécessitant des solutions durables pour assurer la sécurité et la stabilité des éleveurs et de leurs communautés.

02/

**POLITIQUES  
RÉGIONALES ET  
NATIONALES  
EN SOUTIEN AU  
PASTORALISME**





Au niveau régional, la Politique Agricole de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), appelée ECOWAP (ECOWAS, 2008), inclut le pastoralisme dans ses objectifs et initiatives, en adoptant des mesures visant à renforcer ce secteur tout en promouvant une agriculture durable.

La thématique de l'élevage, en particulier le pastoralisme, est intégrée dans la mise en œuvre de l'ECOWAP et du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO. Elle fait partie des axes stratégiques prioritaires de l'ECOWAP et se réfère aux instruments de sécurité alimentaire et aux récentes stratégies de la CEDEAO, telles que l'initiative régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local et la stratégie pour l'employabilité des jeunes dans les secteurs agro-sylvo-pastoral et halieutique en Afrique de l'Ouest.

La mise en œuvre de la politique agricole et de ses initiatives implique la participation de divers acteurs, notamment (ARAA, 2024) (voir Annexe 2) :

- **Les organisations intergouvernementales (OIG)** telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), et le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF).
- **Les États** à travers leurs ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage.
- **Les organisations faitières régionales des producteurs (OPR)** comme le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), le Réseau Billital Maroobe (RBM), l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), la Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail Viande des Pays Membres de l'UEMOA (COFENABVI), et l'Association Ouest Africaine pour le Commerce, le Transport et la Logistique des Hydrocarbures (AOCTHA).
- **Les partenaires techniques et financiers** présents dans la région tels que l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), la Banque mondiale, l'Agence Belge de Développement (ENABEL), la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), le Department for International Development (DFID), l'Union Européenne (UE), l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), et les ONG internationales, etc.

**La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)** (CORAF/ECOWAS, 2015) met l'accent sur des aspects cruciaux pour le pastoralisme, notamment la mobilité transfrontalière des pasteurs, la gestion durable des ressources naturelles, la résolution pacifique des conflits entre pasteurs et agriculteurs, et le développement d'infrastructures essentielles telles que les routes de pâturage et les services vétérinaires.

Parallèlement, l'**Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** contribue de manière significative à la promotion du pastoralisme durable en apportant un soutien financier à des initiatives visant à améliorer la productivité et la résilience des élevages. L'UEMOA met également en place des politiques pour une gestion durable des pâturages et des ressources en eau, tout en renforçant les capacités des éleveurs.

Le **Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)** collabore étroitement avec les communautés pastorales pour élaborer des stratégies de gestion durable des ressources naturelles, soutenant ainsi le pastoralisme tout en préservant l'environnement. Ses initiatives incluent la gestion des pâturages, la conservation de l'eau et des sols, ainsi que le renforcement des capacités des éleveurs pour faire face aux défis climatiques et environnementaux. Ensemble, ces organisations œuvrent à créer un cadre intégré et cohérent pour le développement du pastoralisme et de l'agriculture durable en Afrique de l'Ouest.

L'**Alliance des États du Sahel (AES)**, aussi connue sous le nom de la charte du Liptako-Gourma, est un accord de coopération et de défense mutuelle entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, signé en septembre 2023. Cette alliance vise également à élaborer des coopérations dans les secteurs agricoles, forestiers et pastoraux des pays membres. Lors de la 7ème édition du Salon international de l'agriculture, de l'environnement et de l'élevage de Ouagadougou, au Burkina Faso, en février 2024, autour du thème « *Impact de la crise sécuritaire sur le secteur agro-sylvo-pastoral : état des lieux et perspectives* », les responsables gouvernementaux ont fait le constat d'une forte dépendance des systèmes de production aux aléas climatiques, d'un faible taux d'équipement et d'infrastructure, et d'une insécurité entravant la production. La priorité affichée des pays membres de l'AES est de limiter les tensions durant les transhumances, de trouver des alternatives aux aliments pour bétail importés et de développer ce secteur de production.

C'est dans le cadre du soutien à la mobilité des pasteurs et à la gestion durable des pâturages au niveau régional, comme énoncé dans la déclaration de Nouakchott de 2019 (Banque mondiale, 2021), que la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal et le Niger ont développé des **Codes Pastoraux** qui sécurisent l'accès aux ressources et la mobilité. Les représentants de réseaux de la société civile régionale ont également participé à des processus de négociation globaux, tels que l'Agenda Mondial pour l'Élevage Durable. Plusieurs réseaux régionaux, tels que l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), le Réseau Billital Maroobé (RBM) et la Confédération des Organisations d'Éleveurs Traditionnels en Afrique,

promouvent activement des initiatives qui facilitent la transhumance pacifique entre les pays sahéliens et les pays côtiers.

**Le Programme Régional d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRIASAN)** vise à renforcer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Il inclut une composante pastorale essentielle

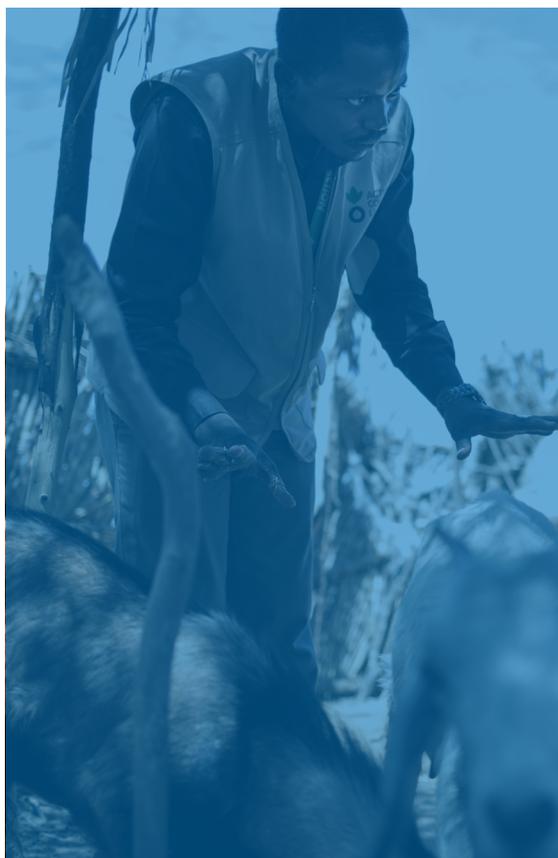
pour améliorer les pratiques pastorales, gérer durablement les ressources et soutenir la mobilité des éleveurs, renforçant ainsi la résilience des communautés pastorales.

Au niveau national, les ministères de l'agriculture et de l'élevage des États membres sont chargés de mettre en application ces politiques régionales en les adaptant aux politiques nationales.

Selon un entretien avec l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), ces ministères rencontrent certains défis dans la mise en œuvre de ces politiques et programmes, en particulier en ce qui concerne le pastoralisme. Les politiques actuelles pourraient bénéficier de mesures supplémentaires pour sécuriser l'élevage pastoral. La privatisation croissante des terres pastorales pose également des défis, contraignant parfois les pasteurs à se sédentariser. Par ailleurs, l'absence d'infrastructures adéquates et la nécessité de réviser les textes réglementant la transhumance transfrontalière sont des éléments à prendre en compte pour améliorer le soutien au pastoralisme aujourd'hui.

### IL EXISTE PLUSIEURS INITIATIVES PROMUES POUR SOUTENIR LE PASTORALISME EN AFRIQUE DE L'OUEST :

- Les initiatives prises par le Mali, le Niger, le Sénégal et la Mauritanie pour soutenir les pasteurs visent à améliorer les infrastructures et la résilience face aux défis climatiques des populations pastorales.
- Le Mali a mis en place plusieurs programmes pour soutenir les secteurs pastoraux, visant à réduire la perte de bétail et à renforcer la productivité pastorale. Cependant, le secteur rencontre des difficultés, telles que l'insuffisance des ressources humaines et logistiques, le manque de formation des ressources humaines face aux maladies émergentes telles que la fièvre de la Vallée du Rift, la peste des petits ruminants et la brucellose, qui représentent une menace significative pour la santé animale et humaine, les obstacles à l'application des politiques sanitaires en raison de l'insécurité, les défis d'opérationnalisation des postes vétérinaires frontaliers, les difficultés de transformation et de conservation des produits animaliers, et les conflits liés au domaine pastoral.



### MALI ET NIGER : AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES PHYSIQUES

Les deux pays se concentrent sur le développement d'infrastructures pour soutenir les pasteurs nomades. Les actions comprennent :

- **L'établissement de corridors de pâturage** qui permettent aux pasteurs de déplacer leurs troupeaux de manière sécurisée et organisée, réduisant ainsi les conflits avec les agriculteurs et améliorant l'accès aux zones de pâturage.
- La **création de points d'eau, puits et réservoirs**, pour garantir l'accès à l'eau potable pour les animaux, en particulier pendant la saison sèche.
- Le **développement de marchés de bétail**, et en faciliter l'accès, pour que les pasteurs puissent vendre leurs animaux plus facilement et améliorer ainsi leurs revenus.

Ordonnance relative au pastoralisme (2010) : Adoptée en mai 2010, est le fruit d'une large consultation impliquant la société civile pastorale. Elle est considérée comme l'un des instruments les plus novateurs pour sécuriser l'élevage et le pastoralisme dans la région (ACF, 2024).



## MALI

Le Mali adopte plusieurs initiatives pour soutenir le secteur pastoral, crucial pour son économie et la sécurité alimentaire.

- **Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE)** : Ce plan vise à moderniser l'élevage à travers l'amélioration des infrastructures pastorales, la gestion durable des ressources naturelles, et le renforcement des capacités des éleveurs.
- **Programme de Sécurisation des Systèmes Pastoraux** : Axé sur la sécurisation des parcours de transhumance, ce programme améliore l'accès à l'eau et aux pâturages, réduit les conflits entre agriculteurs et éleveurs, et soutient la vaccination animale.



## NIGER

Le Niger, également fortement dépendant du pastoralisme, a mis en place diverses politiques pour renforcer ce secteur.

- **Stratégie de Développement Durable de l'Élevage (SDDE)** : Cette stratégie se concentre sur l'amélioration de la productivité animale, la gestion durable des ressources pastorales, et l'accès aux marchés pour les produits pastoraux.
- **Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et en Pâturages** : Vise à garantir un accès équitable et durable aux ressources en eau et aux pâturages, cruciales pour la transhumance.
- **Initiatives de Sécurisation des Parcours de Transhumance** : Ces initiatives visent à réduire les conflits et à améliorer les infrastructures telles que les points d'eau et les pistes pastorales.



## SÉNÉGAL

### PROMOTION DE L'AGRO-PASTORALISME ET DE LA SANTÉ ANIMALE

Le Sénégal (Faye, 2016) adopte une approche intégrée pour renforcer le secteur pastoral, en combinant élevage et l'agriculture et en mettant en place des programmes de santé animale.

- **La promotion de l'agro-pastoralisme** : Cette activité vise à combiner l'élevage et l'agriculture, pour permettre aux pasteurs de diversifier leurs sources de revenus et de réduire leur vulnérabilité aux aléas climatiques. Cela implique l'intégration des cultures fourragères avec les systèmes d'élevage.
- **Les programmes de vaccination animale** : le Sénégal vise à améliorer la santé des troupeaux, réduisant ainsi les pertes dues aux maladies et augmentant la productivité.
- Le renforcement des services vétérinaires et des infrastructures de commercialisation, et amélioration des capacités de stockage et de transformation des produits agro-pastoraux.

Ces initiatives s'inscrivent dans le **Plan Sénégal Émergent (PSE)** déclinant la vision sur l'élevage à travers le **Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE)**. Ce dernier vise à développer les chaînes de valeur agro-pastorales et valoriser les ressources locales.



## MAURITANIE

### SÉCURISATION DES PARCOURS DE TRANSHUMANCE ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE

La Mauritanie met l'accent sur la sécurisation des parcours de transhumance et l'amélioration de la résilience climatique :

- **Sécurisation des parcours de transhumance** : La Mauritanie **cherche** à garantir des couloirs de transhumance sûrs et reconnus, afin de prévenir les conflits et de permettre aux pasteurs de déplacer leurs troupeaux de manière fluide et sécurisée.
- **Résilience climatique** : En réponse aux **conséquences** du changement climatique, des initiatives sont mises en place pour renforcer la résilience des pasteurs. Cela inclut des pratiques de gestion durable des ressources naturelles et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation pour faire face aux variations climatiques.

Le pastoralisme est pris en compte dans plusieurs mécanismes politiques en Mauritanie (FAO, 2023) :

- **Le Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE) 2018-2025 (Ministère de l'élevage, Mauritanie, 2017)** :
  - Amélioration de la gestion des ressources pastorales et hydrauliques.
  - Appui aux populations pastorales et aux petits éleveurs.
- **La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) 2016-2030 (Ministère de l'Économie et des Finances, Mauritanie, 2016)** : Développement des filières animales compétitives et gestion durable du système d'élevage extensif.
- **La Stratégie de Développement du Secteur Rural Horizon 2025 (SDSR) (Ministère du Développement Rural, Mauritanie, 2013)** : Amélioration des infrastructures de production et gestion des ressources en eau, en terre et en pâturages.
- **Le Schéma d'aménagement pastoral de la Wilaya du Hodh El Chargui** visant à gérer durablement les ressources naturelles, améliorer les conditions de vie des populations pastorales, et renforcer les capacités institutionnelles et communautaires. Il inclut la cartographie des ressources, le développement d'infrastructures, et la formation des éleveurs.



## BURKINA FASO

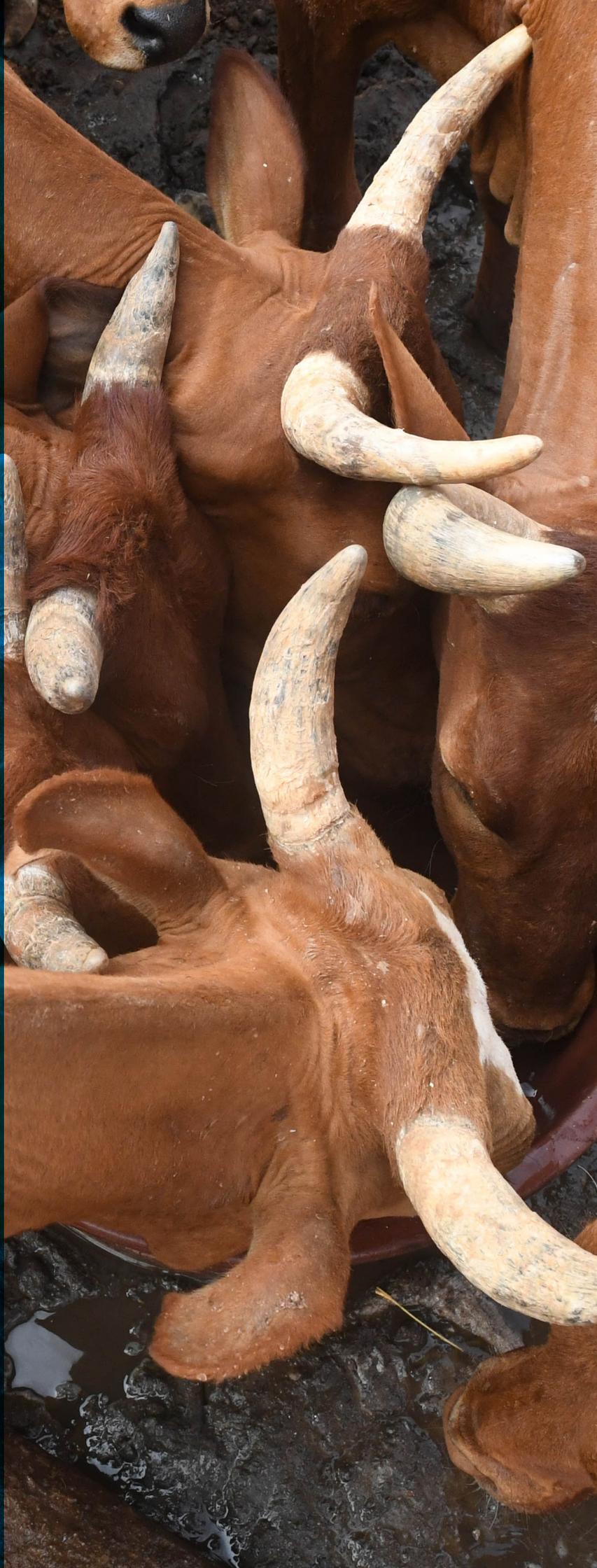
### STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INVESTISSEMENTS DANS LE PASTORALISME

Pour relancer son développement économique après une décennie d'ajustement structurel (1990-2000), le Burkina Faso a élaboré et mis en œuvre divers plans et stratégies de développement. Ces initiatives comprennent notamment le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCAAD) et le plan national de développement économique et social (PNDES I et II). Le Plan stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral (PNIASP) s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle du secteur, il vise à transformer le secteur agro-sylvo-pastoral en mettant en avant des investissements prioritaires, favorisant ainsi un développement durable et inclusif.

**L'Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025** : Cette initiative est destinée à booster la production agricole, pastorale et halieutique sur une période de trois ans, en améliorant la productivité et la résilience des acteurs de ces secteurs.

**03/**

**NOTRE  
STRATÉGIE  
POUR  
SOUTENIR LES  
COMMUNAUTÉS  
PASTORALES**



# LEVIERS POUR PROMOUVOIR LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS PASTORALES

Action contre la Faim (ACF) apporte son soutien aux communautés pastorales dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, en répondant à des défis complexes tels que l'insécurité alimentaire, les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, les impacts du changement climatique et une situation sécuritaire fragile, en plus de sa contribution à la production d'informations sur le pastoralisme. Notre objectif est de renforcer la résilience et la sécurité alimentaire de ces communautés par le biais d'une approche intégrée englobant l'assistance directe, le renforcement des capacités et les actions de plaidoyer. Pour cela, ACF travaille étroitement avec de nombreux partenaires locaux, nationaux et régionaux, dans le but de déployer une réponse multisectorielle qui tire parti de l'expérience de chacun des acteurs et de l'ancrage régional pour une plus grande efficacité et durabilité des interventions.

## 1 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ANTICIPATION

Surveillance pour anticiper les crises

- Le programme de surveillance et d'alerte précoce pastorale sur le Sahel (PEWS) : [sigsahel.info](https://sigsahel.info)
- Surveillance d'indicateurs multisectoriels auprès des populations vulnérables
- Collecte et analyse de données et diffusion de l'information à travers la publication des bulletins, les radios communautaires, et la "géo-navigation" des agro-pasteurs
- Plaidoyer vis-à-vis des bailleurs de fonds pour des réponses rapides
- Participation dans le Cadre Harmonisé

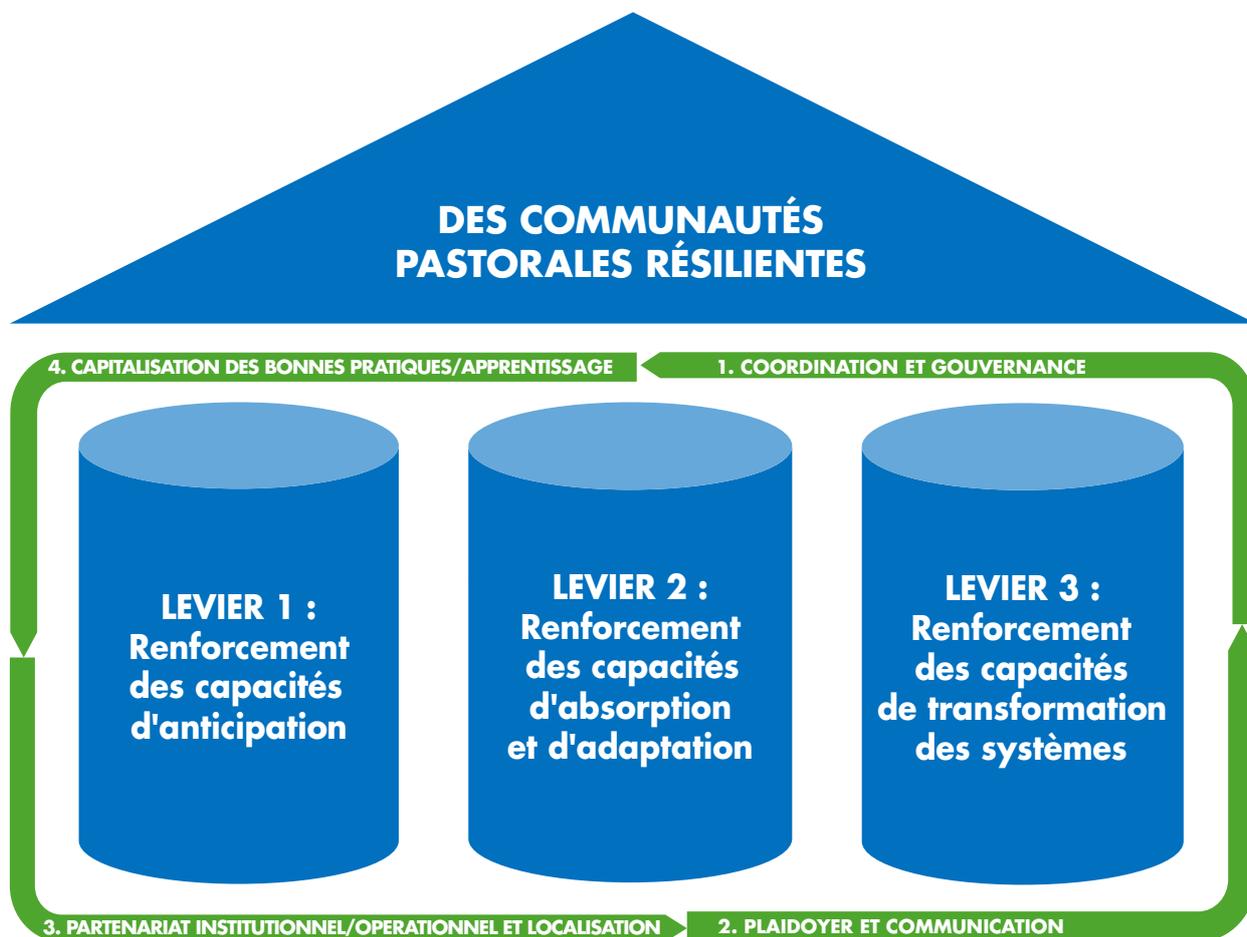
## 2 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ABSORPTION ET D'ADAPTATION

- Mécanismes de réponse rapide face aux crises : interventions de transferts monétaires, renforcement des systèmes de protection sociale et interventions de capitalisation des cheptels
- Renforcement des moyens d'existence
- Accès aux services de base : mobilité des personnes et mobilité des services dans la zone pastorale au fil du temps, mais aussi au sein de la communauté

## 3 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE TRANSFORMATION DES SYSTÈMES

- Renforcement des communautés pour la gestion durable des ressources : (i) pratiques agricoles et d'élevage régénératives des sols dégradés (ii) gestion des ressources naturelles, (iii) alimentation, (iv) hygiène et santé animale, (v) transformation des conflits agropastoraux
- Développement des infrastructures (réhabilitation de puits, de mares, etc.)
- Diversification des activités agricoles et d'élevage : diversification des systèmes et intégration verticale et horizontale des systèmes
- Renforcement des capacités et développement de compétences au niveau des ménages, familles, communautés
- Promotion de l'approche genre
- Diversification des mécanismes de gestion des conflits : dialogue intra et intercommunautaire, gouvernance inclusive, renforcement des mécanismes de médiation, mise en place de plateformes multi-acteurs et affichage d'informations, plaidoyer politique

## NOTRE CADRE CONCEPTUEL POUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS PASTORALES





# 1. INITIATIVES D'ACTION CONTRE LA FAIM EN SOUTIEN DES COMMUNAUTÉS PASTORALES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Les initiatives d'ACF pour supporter le pastoralisme en Afrique de l'Ouest et du centre s'inscrivent dans une programmation stratégique axée sur plusieurs domaines clés :

## MISE EN PLACE DE SYSTÈMES DE SURVEILLANCE ET D'ALERTE PRÉCOCE

Les systèmes de surveillance et d'alerte précoce sont essentiels pour anticiper et répondre rapidement aux crises, en particulier dans des contextes vulnérables comme le Sahel. ACF, en partenariat avec ENABEL et ACF ITALIA, déploie des outils sophistiqués pour surveiller les conditions pastorales en temps réel au Mali. Ce système repose sur une approche de surveillance pastorale qui collecte et analyse des données sur la disponibilité et l'accessibilité des ressources pastorales, offrant ainsi des informations critiques pour le renforcement de la productivité du cheptel. Ce processus est soutenu par les Directions Régionales des Productions et des Industries Animales (DRPIA) et les Directions Régionales des Services Vétérinaires (DRSV), ainsi que par des organisations pastorales telles que RBM et APESS. Il contribue ainsi au renforcement de la résilience des éleveurs face aux crises.

De plus, les données issues du SIG Sahel sont intégrées dans les analyses du Cadre Harmonisé (CH) par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les partenaires étatiques ainsi que les ONG nationales et internationales. Cette utilisation des données spatiales permet d'affiner les analyses de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, facilitant un plaidoyer plus efficace et une meilleure coordination des actions d'urgence. Grâce à cette approche, les acteurs humanitaires et étatiques peuvent anticiper les crises pastorales et réagir de manière plus coordonnée et informée.

## ASSISTANCE DIRECTE : AIDE IMMÉDIATE AUX POPULATIONS ET À LEUR CHEPTEL

### VACCINATION - SOINS - DISTRIBUTION D'ALIMENT POUR BÉTAIL

Dans les moments de crise, l'assistance directe est cruciale. ACF fournit une aide immédiate sous forme de vaccinations, de soins vétérinaires et de distribution d'aliments pour le bétail. Par exemple, au Niger, le programme ZAMTAPO, financé par la SDC, assure non seulement des interventions d'urgence comme la vaccination de masse, mais aussi des initiatives à plus long terme telles que la réhabilitation des puits et la formation des éleveurs sur les meilleures pratiques de gestion des pâturages.

## GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

### GESTION DES PÂTURAGES - CONSERVATION DES TERRES ET DE LA BIODIVERSITÉ

La gestion durable des ressources naturelles est un pilier fondamental des interventions d'ACF. La réhabilitation des mares, le balisage des couloirs de transhumance et la conservation des terres sont des activités clés. En Mauritanie, le projet KARAMA, soutenu par l'Union Européenne, se concentre sur la réhabilitation des mares pastorales et le balisage des couloirs de transhumance pour améliorer l'accès aux ressources en période de sécheresse.

## RÉGÉNÉRATION DE TERRES DÉSSERTIFIÉES À TRAVERS LA GESTION HOLISTIQUE

Au Sénégal, des programmes dans les régions de Louga et Matam forment les communautés pastorales à la gestion holistique, une approche qui facilite la régénération de sols dégradés et augmente la production de fourrage grâce à la planification du pâturage. En outre, les moyens d'existence mettent en œuvre des techniques de gestion durable des terres et renforcent les chaînes de valeur pour soutenir les pratiques pastorales.

## DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

### RÉHABILITATIONS DES PUIITS ET DES MARES - MISE EN PLACE DE CORRIDORS

Le développement d'infrastructures essentielles est crucial pour améliorer la résilience des communautés pastorales. ACF intervient dans la réhabilitation de puits et de mares, ainsi que dans la mise en place de corridors pour faciliter la mobilité des troupeaux. Au Burkina Faso, le projet YERETALI, financé par l'AFD, intègre la création d'infrastructures telles que des magasins d'aliments pour le bétail, qui sont vitaux pour soutenir les communautés pendant les périodes de soudure.

## AMÉLIORATION DES PRATIQUES PASTORALES

### FORMATION - RENFORCEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR

L'amélioration des pratiques pastorales est au cœur des efforts d'ACF. Cela inclut la formation des éleveurs aux techniques modernes de pastoralisme et le renforcement des chaînes de valeur. Les formations sur la gestion des pâturages et les techniques modernes de pastoralisme dans le cadre du programme ZAMTAPO au Niger aident les éleveurs à optimiser l'utilisation des ressources et à augmenter la productivité tout en préservant l'environnement.



### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Le renforcement des capacités locales est fondamental pour assurer la durabilité des interventions. ACF collabore avec des partenaires locaux pour développer les compétences des communautés pastorales, des agents de protection des ressources naturelles et des professionnels de la santé animale. Au Burkina Faso, le projet YERETALI inclut la mise en place du système de veille agropastorale PEWS, qui renforce la capacité des communautés à répondre aux chocs en collectant, analysant et partageant des données pertinentes.

### ACTIONS DE PLAIDOYER POUR DES POLITIQUES FAVORABLES

Le plaidoyer joue un rôle crucial dans la création d'un environnement propice aux communautés pastorales. ACF travaille à promouvoir des politiques favorables au pastoralisme en sensibilisant les décideurs et en plaidant pour des réformes qui soutiennent les droits des éleveurs et la gestion durable des ressources. Les initiatives telles que celles soutenues par le Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'USAID au Niger incluent des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation sur la cohabitation pacifique autour des ressources partagées, contribuant à une gestion plus efficace des conflits.

## 2. NOS ACTIVITÉS AVEC NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Le système de surveillance pastorale au Sahel d'ACF est maintenu en partenariat avec des acteurs clés locaux, tels que les organisations pastorales (RBM, APES) et les ministères des Ressources animales et d'Élevage. Ce partenariat technique permet la mise en place d'un réseau de collecteurs appelés « sentinelles pastorales », qui, combiné avec l'information satellitaire, définissent des outils de surveillance et de plaidoyer adaptés aux besoins des communautés, notamment pour évaluer les risques et la vulnérabilité aux catastrophes.

Les informations collectées sont partagées avec les acteurs pastoraux (éleveurs, organisations pastorales, décideurs) au niveau national et régional pour renforcer leur capacité à répondre aux crises. Des messages en langues locales sont diffusés à travers les radios communautaires pour transmettre les informations et les bonnes pratiques d'élevage. La diffusion s'étend aux instances de coordination nationale (Système d'Alerte Précoce (SAP), cluster Sécurité Alimentaire), aux ateliers du Cadre Harmonisé et, au niveau régional, lors des réunions du Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (PREGEC) et du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA).

**Les partenaires financiers assurent le maintien du système de surveillance et financent les améliorations techniques pour une meilleure transmission de l'information. Cela inclut la mise en place de tableaux de bord pour les décideurs avec des outils de cartographie et d'analyse, ou le développement d'une application smartphone pour le transfert d'informations aux éleveurs.**



**« Avec les systèmes d'information que nous avons mis en place avec ACF nous pensons améliorer nos pratiques (...) Si je peux avoir ces informations chaque deux mois ça ne peut que renforcer ma résilience. »**

— M. Aliou Samba BÂ, Président RBM, Sénégal

## PARTENAIRES ÉTATIQUES, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX



Vétérinaires  
Sans Frontières  
Dierenartsen  
Zonder Grenzen



## BAILLEURS



Financé par  
l'Union européenne



Federal Foreign Office



**Action Contre la Faim (ACF), 2024.** « Etude diagnostique sur la transhumance transfrontalière dans trois pays de l'Afrique centrale (Tchad, Cameroun et RCA) »

**Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), 2024.** « Élevage et pastoralisme », <https://www.araa.org/fr/elevage-et-pastoralisme>

**Banque mondiale, 2020a.** "In Search of Greener Pastures: on the Road with Sahel's Pastoralists", The World Bank Group, vidéo, <https://www.worldbank.org/en/news/video/2020/09/21/in-search-of-greener-pastures>

**Banque mondiale, 2020b.** « Soutenir le pastoralisme au Sahel », infographie, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/infographic/2020/09/21/supporting-pastoralism-in-the-sahel-joint-action-for-shared-challenges>

**Banque mondiale, 2021.** « Déclaration de Nouakchott sur l'éducation dans les pays du G5 Sahel », <https://www.banque-mondiale.org/fr/news/statement/2021/12/05/nouakchott-declaration-on-education-in-the-g5-sahel-countries>

**Bonnet Bernard, 2013.** « Vulnérabilité pastorale et politiques publiques de sécurisation de la mobilité pastorale au Sahel. » *Mondes en développement*, 164, 71-91, <https://shs.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2013-4-page-71?lang=fr>

**Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 2021.** « La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et centrale », *Bulletin de la sécurité africaine* N° 39, <https://africacenter.org/fr/publication/la-complexite-croissante-des-conflits-entre-agriculteurs-et-eleveurs-en-afrique-de-louest-et-centrale/>

**CORAF/WECARD, 2015.** « Un cadre juridique adapté et harmonisé pour une transhumance transfrontalière durable dans l'espace CEDEAO », CORAF/WECARD, Banque Mondiale, ECOWAS CEDEAO, ORFAO, <https://orfao.uemoa.int/sites/default/files/2022-12/cadre-juridique-adapte-et-harmonise-pour-une-transhumance-transfrontaliere-durable-dans-lespace-CEDEAO.pdf>

**ECOWAS, 2008.** "Regional Agricultural Policy for West Africa: ECOWAP", Economic Community of West African States CEDEAO, [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/01\\_ANG-ComCEDEAO.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/01_ANG-ComCEDEAO.pdf)

**ECOWAS, 2018.** « Rechercher des solutions durables pour la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs ouest-africains », Economic Community of West African States CEDEAO, <https://www.ecowas.int/rechercher-des-solutions-durables-pour-la-resolution-des-conflits-entre-agriculteurs-et-eleveurs-ouest-africains/?lang=fr>

Eloit Monique, 2018. « Editorial : Pastoralisme et enjeux sanitaires », *Bulletin de l'OMSA*, <https://doc.woah.org/dyn/portal/index.xhtml?page=alo&alold=37768>

**FAO, 2021.** "Seven reasons why pastoralism supports a better future", FAO Feature Story, <https://www.fao.org/newsroom/story/Seven-reasons-why-pastoralism-supports-a-better-future/en>

**FAO, 2023.** « Signature d'un accord-cadre pour la concertation transfrontalière entre la Mauritanie, le Sénégal et le Mali sur le pastoralisme et la transhumance », Pastoralist Knowledge Hub, <https://www.fao.org/pastoralist-knowledge-hub/news/detail/fr/c/1668344/>

**Faye Iba mar, 2016.** « Améliorer l'accès aux ressources pastorales : un défi pour les réformes en cours au Sénégal », APSS, GRET, [https://gret.org/wp-content/uploads/2021/11/GALO\\_Senegal\\_Note\\_foncier-1.pdf](https://gret.org/wp-content/uploads/2021/11/GALO_Senegal_Note_foncier-1.pdf)

**Grünewald François, 2023.** « Entre aridité et radicalisme : Le pastoralisme au sahel à la croisée des chemins », Note de recherche, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, Groupe URD, [https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/03/note-pastoralisme\\_FERDI\\_final\\_2023.pdf](https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/03/note-pastoralisme_FERDI_final_2023.pdf)

**Hesse Ced, Catley Andy, 2023.** « Le pastoralisme en Afrique : brève introduction », Feed the Future, Université Tufts, <https://fic.tufts.edu/publication-item/le-pastoralisme-en-afrique-breve-introduction/>

**Inter-Réseaux Développement Rural, 2015.** « Cartographie des acteurs régionaux du pastoralisme en Afrique de l'Ouest », <https://www.inter-reseaux.org/publication/cartographie-acteurs-regionaux-pastoralisme-ao/>

**IRC, 2023.** "The Central Sahel: How conflict and climate change drive crisis", International Rescue Committee, <https://www.rescue.org/article/central-sahel-how-conflict-and-climate-change-drive-crisis>

**Jacquemot Pierre, 2023.** « Le pastoralisme. Un mode d'existence en péril ? », Editions Fondation Jean Jaurès, <https://www.jean-jaures.org/publication/le-pastoralisme-en-afrique-un-mode-dexistence-en-peril/>

**Mcgahey D., Davies J., Hagelberg N., et Ouedraogo R., 2014.** "Pastoralism and the Green Economy – a natural nexus?", Nairobi: IUCN et UNEP. x + 58 p., <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2014-034.pdf>

**Ministère de l'Economie et des Finances, 2016.** « Stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée 2016-2030 », République Islamique de Mauritanie, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/Mau190616.pdf>

**Ministère de l'élevage, 2017.** « Plan national de développement de l'élevage 2018 – 2025 », République Islamique de Mauritanie, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/Mau190618.pdf>

**Ministère du Développement Rural, 2013.** « Stratégie de développement du secteur rural horizon 2025 (SDSR) », République Islamique de Mauritanie, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/mau209755.pdf>

**Nnoko Juliana, 2018.** "Pastoralism in Africa: innovative practices and policies for inclusive governance", The Bridge Collaborative, <https://thebridgecollaborative.org/resources/pastoralism-africa/>

**Odhiambo Michael, 2024.** « Pastoralisme et problèmes d'accès au foncier en Afrique », Feed the Future, Université Tufts, <https://fic.tufts.edu/publication-item/pastoralisme-et-problemes-daccés-au-foncier-en-afrique/>

**ONU, 2024.** « Le changement climatique est l'un des principaux facteurs de la crise de la faim dans le monde. », ONU Info, <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1143946>

**Organisation internationale pour les migrations, 2023.** « Mobilité pastorale dans le contexte du changement climatique : Le cas du Mali », OIM Genève, <https://publications.iom.int/books/mobilite-pastorale-dans-le-contexte-du-changement-climatique-le-cas-du-mali>

**Pesche Denis, Losch Bruno, Imbernon Jacques, 2016.** « Une nouvelle ruralité émergente : Regards croisés sur les transformations rurales africaines. 2ème édition ». Montpellier : Cirad-Nepad, 76 p. ISBN 978-2-87614-718-8, [https://issuu.com/cirad/docs/atlas\\_nepad\\_en\\_final-optimise](https://issuu.com/cirad/docs/atlas_nepad_en_final-optimise)

**Peruzzo Federica, Levy Clara, Fillol Erwann, 2024.** « Prévisions pour la saison des pluies 2024, projections pour les années à venir et tendances décennales - Afrique de l'Ouest et du Centre », ACF-ROWCA, [https://sigsahel.info/wp-content/uploads/2024/05/ACF\\_Pr%C3%A9visions\\_Climatiques\\_pour\\_Afrique\\_de\\_Ouest\\_et\\_du\\_Centre\\_2024.pdf](https://sigsahel.info/wp-content/uploads/2024/05/ACF_Pr%C3%A9visions_Climatiques_pour_Afrique_de_Ouest_et_du_Centre_2024.pdf)

**Pertaub David, 2024.** « Gouvernance de l'eau dans les zones pastorales d'Afrique », Feed the Future, Université Tufts, [https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/Water-Governance-in-Pastoralist-Areas-of-Africa\\_FR.pdf](https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/Water-Governance-in-Pastoralist-Areas-of-Africa_FR.pdf)

**Prévost Nathalie, 2021.** « Le Sahel au confluent d'une double crise pastorale et sécuritaire », Le Point, [https://www.lepoint.fr/afrique/le-sahel-au-confluent-d-une-double-crise-pastorale-et-securitaire-23-06-2021-2432502\\_3826.php#11](https://www.lepoint.fr/afrique/le-sahel-au-confluent-d-une-double-crise-pastorale-et-securitaire-23-06-2021-2432502_3826.php#11)

**Réseau Billital Maroobé (RBM), 2024.** « La Mosaïque des Femmes Pasteurs. », <https://www.mosaquedesfemmespasteurs.com/>

**Soudan François, 2019.** « Sahel : pourquoi les éleveurs et les agriculteurs se déchirent ? », Jeune Afrique, <https://www.jeuneafrique.com/772538/politique/>

## PROGRAMMES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PASTORAL EN MAURITANIE

Plusieurs programmes et projets à forte composante pastorale sont mis en œuvre en Mauritanie :

- **Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel** : Initiative financée par la Banque Mondiale visant à améliorer la résilience des pasteurs et des systèmes pastoraux dans plusieurs pays sahéliens, dont la Mauritanie.
- **Programmes Réseau Interdisciplinaire sur la Mobilité des Filières (RIMFIL), Réseau Interdisciplinaire sur la Mobilité des Ruminants en Afrique de l'Ouest (RIMRAP) et Réseau Interdisciplinaire sur la Mobilité des Dispositifs de Réduction des Risques (RIMDIR)** : Coordonnés par Enabel et financés par l'Union européenne, ces programmes visent à renforcer la résilience des populations vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ces programmes et projets englobent plusieurs activités :

- **Santé Animale** : Amélioration des services vétérinaires et des campagnes de vaccination pour réduire la mortalité et la morbidité du bétail.
- **Gestion des Ressources Naturelles** : Développement et entretien des points d'eau, des pâturages et des corridors de transhumance pour une utilisation durable des ressources naturelles.
- **Accès au Marché** : Facilitation de l'accès aux marchés pour les produits pastoraux et amélioration des infrastructures et services de commercialisation.
- **Gestion des Risques Pastoraux** : Mise en place de systèmes d'alerte précoce et de mécanismes de gestion des crises pour aider les communautés pastorales à faire face aux chocs climatiques et autres risques.

Ces efforts conjoints visent à sécuriser les moyens d'existence des pasteurs, à réduire les risques liés aux déplacements et aux conditions climatiques, et à promouvoir un développement durable et résilient du secteur pastoral au Sahel.

## LES ACTEURS DU PASTORALISME EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

*Les acteurs du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et du Centre incluent des organisations régionales faitières (RBM et l'APESS), des entités d'appui technique ainsi que des institutions de recherche. Les ONG et bailleurs de fonds publics et privées financent des projets pour renforcer la durabilité et la résilience des systèmes pastoraux.*

### LES ORGANISATIONS FAITIÈRES RÉGIONALES DES PRODUCTEURS (OPR)

Le **Réseau Billital Maroobé (RBM)** est une organisation régionale qui regroupe les associations et coopératives de pasteurs et d'éleveurs en Afrique de l'Ouest. RBM a été créé pour défendre les droits et les intérêts des éleveurs et œuvrer pour la promotion du pastoralisme durable, la sécurité alimentaire et le développement économique des communautés pastorales.

L'**Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS)** est une organisation non gouvernementale créée en 1989. Elle regroupe les éleveurs de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, avec la mission de promouvoir le développement durable de l'élevage. L'APESS travaille à améliorer les conditions de vie des éleveurs en renforçant leurs capacités techniques et organisationnelles, en facilitant l'accès aux services de santé animale, et en soutenant la gestion durable des ressources naturelles.

Le **Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF)** est une organisation sous-régionale composée des systèmes nationaux de recherche agricole de 23 pays en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il a été établi en 1987, avec pour mandat de coordonner et de faciliter les produits de recherche innovants et de pointe nécessaires pour libérer le potentiel agricole de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

### LES ACTEURS D'APPUI TECHNIQUE

Les acteurs d'appui technique fournissent des conseils, des services et des ressources pour soutenir les activités pastorales. Voici les principaux acteurs et leurs rôles :

L'**Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (IRAM)** : Fournit des analyses et des conseils techniques pour améliorer les pratiques de développement rural, y compris le pastoralisme.

Le **Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest / Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (CSAO/ RPCA)** : Propose des analyses et des recommandations pour la sécurité alimentaire et le développement rural, en se concentrant sur la prévention des crises alimentaires.

Le **Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine (AU-IBAR)** : Soutient les pays africains dans la gestion et le développement des ressources animales, y compris la santé animale et les pratiques pastorales.

L'**Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE)** : Travaille sur la santé animale mondiale, incluant la surveillance et le contrôle des maladies animales, essentielles pour les communautés pastorales.

**Hub Rural** : Offre une plateforme pour la concertation et la coordination des actions de développement rural en Afrique de l'Ouest.

## LES ACTEURS DE LA RECHERCHE

Les acteurs de la recherche mènent des études et fournissent des connaissances scientifiques pour améliorer les pratiques et les politiques pastorales. Voici les principaux acteurs et leurs rôles :

**Le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement / Pôle Pastoralisme et Zones Sèches (CIRAD/PPZS) :** Conduit des recherches sur le développement durable des zones pastorales et les adaptations au changement climatique.

**L'International Trypanotolerance Centre (ITC) :** Se concentre sur la recherche et le contrôle des trypanosomiasés, des maladies qui affectent les animaux dans les régions pastorales.

**L'École Inter-États des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar (EISMV) :** Forme des vétérinaires et mène des recherches vétérinaires pour améliorer la santé animale dans les zones pastorales.

**L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) :** Mène des recherches sur les politiques agricoles et alimentaires, y compris celles qui affectent les systèmes pastoraux.

**Le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF/ WECARD) :** Coordonne la recherche agricole pour améliorer la productivité et la durabilité des systèmes pastoraux en Afrique de l'Ouest et du Centre.

**International Livestock Research Institute (ILRI) :** Mène des recherches pour améliorer la productivité du bétail et la gestion des ressources dans les systèmes pastoraux.

**L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) :** Travaille sur les questions de développement durable, y compris la gestion des terres et des ressources dans les zones pastorales.

**Le Centre International de Recherche sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-Arides (ICRISAT) :** Mène des recherches sur les cultures et les pratiques agricoles adaptées aux zones arides, souvent habitées par des communautés pastorales.

**L'Agence Spatiale Européenne (ESA) :** Fourni des données satellitaires nécessaires à la surveillance des conditions d'élevages et du changement climatique.

**Joint Research Center (JRC) :** Centre de recherche publique Européen en charge du développement des algorithmes des produits du programme d'observation de la Terre de l'Union européenne COPERNICUS.

**L'Institut Flamand de Recherche Technologique (VITO) :** Centre de recherche privé chargé de la mise en œuvre des algorithmes de production des produits issues des données satellitaires dans le cadre du programme COPERNICUS.

## LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Les ONG jouent un rôle essentiel dans le soutien aux communautés pastorales à travers des projets de développement, des programmes de secours et des initiatives de plaidoyer.

**Action contre la Faim (Voir 3)**

**Acting for Life :** Soutien aux moyens de subsistance des communautés rurales et pastorales par le renforcement des capacités et la mise en place de projets de développement durable.

**ARED (Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger) :** Éducation et formation des communautés pastorales pour améliorer leurs compétences et leur résilience.

**Agridrara :** Développement de pratiques agricoles et pastorales innovantes, renforcement des infrastructures rurales.

**Brooke :** Se consacre au bien-être des animaux de travail dans les pays en développement, offrant des soins vétérinaires et promouvant des pratiques de bien-être animal.

**Care Danemark :** Mise en œuvre de projets de résilience climatique et de sécurité alimentaire, avec un accent sur les populations vulnérables, y compris les pasteurs.

**Élevages Sans Frontières :** Améliore les conditions de vie des éleveurs en Afrique en fournissant un soutien technique et matériel, en formant les éleveurs et en promouvant des pratiques d'élevage durables.

**Gret :** ONG qui œuvre pour le développement durable et l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales, avec des projets de sécurité alimentaire, d'agriculture et de gestion des ressources naturelles.

**HEKS EPER :** Soutient des projets de développement durable et de justice sociale, en se concentrant sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et le renforcement des capacités locales dans les communautés rurales.

**OXFAM :** Plaide pour les droits des pasteurs, gère des programmes de sécurité alimentaire et des projets de résilience aux changements climatiques.

**SNV :** Renforcement des capacités locales, amélioration des pratiques agricoles et pastorales, et promotion du développement rural inclusif.

**SOS Sahel :** Se concentre sur la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles dans le Sahel, renforçant la résilience des communautés pastorales face aux défis environnementaux et socio-économiques.

**VSF (Vétérinaires Sans Frontières) :** Amélioration de la santé animale, renforcement des capacités des éleveurs et promotion de pratiques d'élevage durables.

**Terre des Hommes** travaille au renforcement des capacités des éleveurs et des organisations pastorales pour mieux gérer les crises en soutenant ces communautés par des formations, du plaidoyer et des projets de développement.

## LES BAILLEURS DE FONDS DU PASTORALISME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les principaux bailleurs de fonds du pastoralisme en Afrique de l'Ouest partagent des objectifs communs de développement durable, de résilience climatique, de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles.

Ils se répartissent en plusieurs typologies, chacune ayant ses propres priorités et critères de financement (Annexe 1 : Critères, Priorités et alignement des principaux bailleurs du Pastoralisme en Afrique de l'Ouest). Parmi les Banques multilatérales de développement et institutions financières internationales, on trouve la **Banque Africaine de Développement (BAD)**, la **Banque Islamique de Développement (BID)** et la **Banque mondiale**.

Ces institutions mettent l'accent sur des projets de grande envergure visant à améliorer l'infrastructure, l'intégration régionale, la productivité agricole et la résilience des systèmes pastoraux.

Les agences gouvernementales et publiques telles que l'**Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)**, l'**Agence Française de Développement (AFD)**, l'**Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID)**, la **Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC)** et le **Département pour le Développement International du Royaume-Uni (DFID)** financent : des projets centrés sur le développement rural, la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation, en soutenant des initiatives locales et en renforçant les capacités des communautés pastorales.

**L'Union européenne (EU)** joue un rôle crucial en finançant des projets axés sur la sécurité alimentaire, le changement climatique et le développement rural.

Enfin, les fondations et les entités privées, comme la **Fondation Bill & Melinda Gates**, la **Fondation du Prince Albert II de Monaco**, La **Fondation ACF** pour la recherche, et l'**Agence Danoise de Développement International (Danida)**, ainsi que les fonds internationaux de développement agricole tels que le **Fonds International de Développement Agricole (FIDA)**, soutiennent des projets innovants et durables, en mettant l'accent sur l'inclusion sociale, l'innovation technologique et la résilience climatique des systèmes pastoraux.

Bien que la **FAO** ne soit pas un bailleur de fonds, elle apporte un soutien important au pastoralisme en Afrique de l'Ouest à travers divers programmes. Elle met l'accent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, la promotion de pratiques pastorales résilientes face aux changements climatiques, et la gestion durable des ressources naturelles. En collaborant avec les gouvernements, les organisations régionales et les communautés locales, la FAO veille à ce que ses initiatives soient en harmonie avec les priorités de développement locales.

**L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)** joue un rôle essentiel dans le soutien au pastoralisme en Afrique de l'Ouest en améliorant la gestion des déplacements saisonniers des éleveurs, en renforçant leur sécurité et protection, et en soutenant leurs capacités de gestion des ressources naturelles. L'OIM se concentre sur la **sécurité alimentaire, l'adaptation climatique et la coopération régionale**, en collaborant étroitement avec les gouvernements, les organisations internationales et les communautés locales pour aligner ses programmes avec les priorités de développement locales.

**Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle illustre la diversité des acteurs impliqués.**

Figure 1. Les trois piliers du pastoralisme

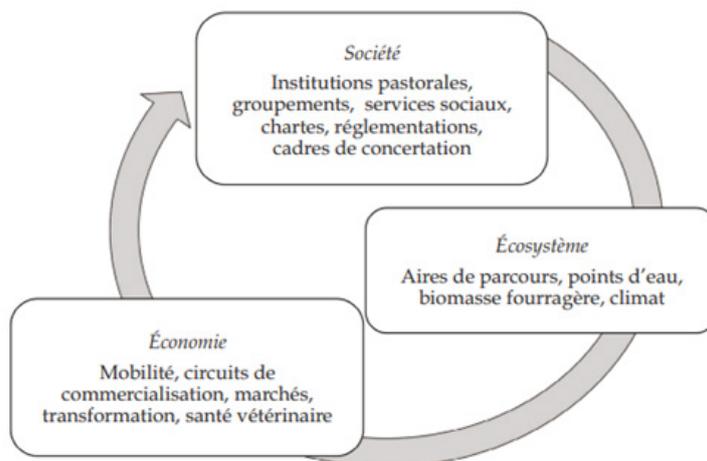
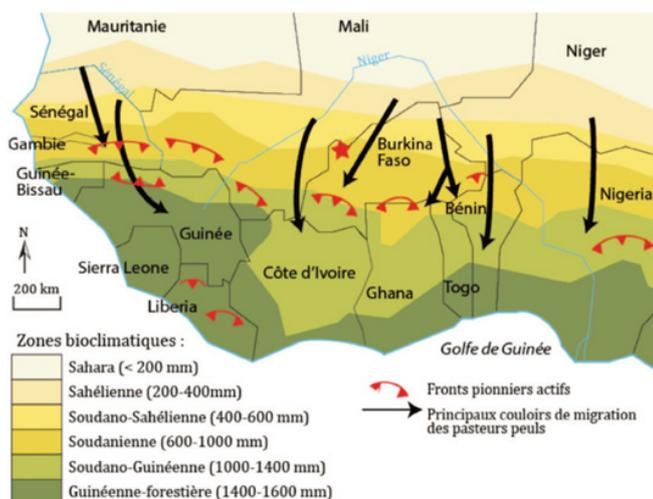


FIGURE 1 : [HTTPS://WWW.TRESOR.ECONOMIE.GOUV.FR/](https://www.tresor.economie.gouv.fr/)

Carte 2. Migrations pastorales et fronts pionniers agricoles en Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>



importante des économies de la sous-région, comme l'indique le tableau ci-dessous.

	Burkina Faso	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Tchad
Croissance moyenne 2021	6,9 %	5,8 %	5,1%	3,2 %	4,5 %	10,9 %
PIB 2021 (millions \$ courant)	19 738	19 140	9 996	14 915	27 625	11 780
Aide publique au développement 2020 (millions \$ courant)	1731	1566	644	1928	1611	1037
Part de l'agriculture en 2020 (1) ; 2021 (2) (% PIB)	18,4 % (1)	36,0 % (2)	20,2 % (1)	36,4 % (2)	15,3 % (2)	54 % (2)
Part de l'élevage (% PIB) 2020,2021	18%	15%	10%	11%	7%	15%
<b>Indicateurs démographiques</b>						
Population totale en 2021 (en milliers)	22101	21905	4615	25253	16877	17180
Population rurale (% population totale) 2021	68.8	55.3	43.9	83.2	51.4	76.2

Tableau 1 : agrégats économiques des pays du sahel : indicateurs économiques, de développement humain et démographiques

Sources: World Bank, « World Development Indicators » (2023), Ministères du Plan dans les pays concernés, site

<https://www.tresor.economie.gouv.fr>

<sup>1</sup>Alliance des états : le secteur agro-sylvo-pastoral au centre du SIAEL à Ouagadougou <https://www.youtube.com/watch?v=1WBQgn3Re30>

**POUR L'ALIMENTATION.  
POUR L'EAU.  
POUR LA SANTÉ.  
POUR LA NUTRITION.  
POUR LA  
CONNAISSANCE.  
POUR LES ENFANTS.  
POUR LES  
COMMUNAUTÉS.  
POUR TOUS.  
POUR LE BIEN.  
POUR L'ACTION.  
CONTRE LA FAIM.**



**DÉCOUVREZ  
LA NOTE  
RÉSUMÉE  
ICI.**

